**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT**

**TERMES DE REFRENCE**

**POUR LE RECRUTEMENT D’UN CONSULTANT D’APPUI TECHNIQUE A L’ELABORATION D’UN PLAN DEPARTEMENTAL POUR LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES NATURELLES**

**I. CONTEXTE**

La Mauritanie est affectée par l'instabilité en Afrique du Nord et au Sahel, notamment par le conflit au Mali. Ces impacts sont ressentis plus fortement dans la Moughataa de Bassikounou, située à l'extrême sud-est de la Mauritanie, le long de la frontière malienne. La Moughataa a reçu le plus grand nombre de réfugiés maliens dans le Sahel. Le camp de réfugiés de Mberra, à 20 km de la ville de Bassikounou, accueille aujourd'hui un peu plus de 55.000 réfugiés, un nombre supérieur à la population locale de la Moughataa.

La situation politique et sécuritaire au Mali et le manque de protection des civils rendent improbable un retour des réfugiés maliens dans un avenir prévisible. La présence active des groupes armés de l'autre côté de la frontière et la relative facilité des mouvements transfrontaliers présentent un risque de débordement en Mauritanie. Le conflit au Mali a également perturbé les voies de transhumance établies, ce qui a entraîné une forte concentration non seulement d'humains mais aussi de bétail dans le département, accentuant encore la pression sur les ressources naturelles vitales telles que l'eau et les pâturages.

Dans ce contexte d’augmentation et de pressions externes sur la Moughatta (augmentation de population et bétail, situation régionale, ainsi que chocs climatiques), les agences PNUD, UNICEF, FAO et HCDH mettent en œuvre le projet conjoint titré « Renforcement des capacités locales pour la prévention des conflits dans la Moughataa de Bassikounou », financé par le Peacebuilding Support Office (PBSO). Ce projet a pour but de répondre à certains des facteurs immédiats et intermédiaires du conflit, notamment : (i) le défaut de planification et de coordination dans la gestion des ressources naturelles, (ii) le manque de diversification des sources de revenus des populations, ainsi que (iii) le manque de participation et la déresponsabilisation des femmes et des jeunes.

Le projet adopte une stratégie de mise en œuvre intégrée et multi-agences avec l’objectif d’optimiser les expertises, capacités et partenariats propres à chaque agence pour l’atteinte de l’objectif et des résultats du projet. Par conséquent, le projet est conçu de manière à ce que sa mise en œuvre exige l’engagement et la participation des agences concernées pour la réalisation des activités contribuant à l’atteinte des trois résultats du projet.

Le Résultat I du projet vise à améliorer la capacité du système local à gérer les ressources naturelles de manière pacifique afin de remédier à l’augmentation et l’intensité des conflits autour de l’utilisation des ressources naturelles, notamment l’eau et le pâturage, qui menacent la sécurité humaine à moins que des mesures soient prises pour assurer l’accès à l’eau et aux pâturages pour la consommation humaine et du bétail. Ainsi, des activités liées à la création des points d’eaux dans des zones pastorales déficitaires, réhabilitation des puits et forages, les champs écoles pastorales pour le partage d’expérience entre les éleveurs réfugiés et ceux des communautés hôtes, la promotion des cultures fourragères, la prévention et gestion des feux de brousses, etc. seront mises en œuvre.

Afin de contribuer à ce résultat, il est envisagé de conduire et développer un plan préfectoral (départemental) pour la gestion de ressources naturelles impliquant la participation des autorités et services déconcentrés concernés ainsi que les communautés, et appuyé par un mécanisme de matching assurant la mobilisation des fonds pour la mise en œuvre du plan au-delà de la durée du projet. Pour cette phase de projet, certaines activités identifiées dans le plan seront financées à 100% et exécutées par la FAO.

Les présents termes de référence décrivent les contenus et les modalités de la mission ainsi que les critères de sélection des consultants devant conduire le processus d’élaboration d’un plan départemental pour la gestion intégrée des ressources que le PNUD se propose de recruter en vue d’améliorer la capacité du système local à gérer les ressources naturelles de manière pacifique. Laquelle activité comprend un volet relatif au Renforcement des capacités des autorités locales (déconcentrées et élues) sur les outils de planification qui devront leurs permettre à mener la mise en œuvre du plan et à l’établissement d’un mécanisme de matching pour le financement des activités prévues dans le cadre dudit Plan.

**II. Objectif général de l’Intervention**

L’action s’inscrit dans le cadre de l’objectif visant à renforcer la capacité du système local à gérer les ressources naturelles de manière pacifique tout en assurant leur contribution à la lutte contre les discriminations à la cohésion sociale et à la prévention des conflits, à partir de l’établissement par la FAO d’une cartographie détaillée des ressources naturelles, impliquant les autorités locales et les communautés, y compris les réfugiés.

**III. Objectifs spécifiques et mandat de la mission**

En vue de l’atteinte de l’objectif susmentionné, les activités suivantes seront mises en œuvre :

* Capitaliser et explorer les données et informations fournies dans la cartographie détaillée des ressources naturelles, précédemment établie par la FAO avec les autorités locales et les communautés, y compris les réfugiés. La cartographie des ressources naturelles sera élaborée par la FAO en collaboration avec les services départementaux concernés (Environnement, Hydraulique, Elevage,). Des aspects liés au conflit tels que le partage de ces ressources entre plusieurs communautés et la pression sur chaque ressource disponible seront pris en compte. (FAO)
* Planifier/Elaborer, sur la base de la cartographie des ressources, un plan départemental pour la gestion intégrée des ressources pendant les saisons sèche et pluviale et la période de soudure qui sera conduit au niveau de la Moughataa de Bassikounou. Ce plan, que sera formulé par des consultants nationaux, devra intégrer une analyse des conflits autour des ressources naturelles potentiels et courants ainsi qu’une analyse genre relative au rôle joué par les femmes et les hommes en matière de gestion des ressources naturelles
* Renforcer les capacités des autorités locales (déconcentrées et élues) à mener la mise en œuvre du plan tout en prenant en compte la dimension de prévention et résolution pacifique des conflits
* Etablir un mécanisme réaliste de matching pour le financement du plan visant de potentiels bailleurs de fonds dans la région, de manière à ne pas mettre en place un Plan qui ne peut pas être financé et créer des attentes qui puissent être frustrées.

**IV. PRINCIPES DE L’INTERVENTION**

La mission devra tenir compte des différents aspects liés à l’action et aux différentes interventions des partenaires au niveau de la Moughataa. Elle devra s’exécuter selon les principes qui suivent :

* La participation constitue un principe et une approche fondamentale pour la planification, la mise en œuvre et le suivi de l’action. Le projet suppose que si les réfugiés et les populations d’accueil disposent de cadres de planification et de concertation communs avec les autorités locales pour une gestion participative et équitable des ressources naturelles et si les sources de revenus dans les zones du projet sont diversifiées, et les capacités de gestion pacifique des conflits améliorées, alors la cohésion sociale sera améliorée et les sources de conflits inter et intracommunautaire seront réduites ;
* La cartographie détaillée des ressources naturelles établie et impliquant les autorités locales et les communautés, y compris les réfugiés constitue le cadre de référence du diagnostic et l’état des lieux des ressources naturelles. La cartographie sera élaborée par la FAO en collaboration avec les services départementaux concernés (Environnement, hydraulique, élevage,). Des aspects liés au conflit tels que le partage de ces ressources entre plusieurs communautés et la pression sur chaque ressource disponible seront pris en compte par la (FAO) ;
* L’analyse du conflit/contexte souligne la marginalisation des femmes et des jeunes vis-à-vis la prise de décisions communales et leur manque d’opportunités économiques, aggravant leur vulnérabilité économique ainsi que leur vulnérabilité à des activités illicites, y inclut l’extrémisme violent. Pour cette raison, la capacitation des femmes et des jeunes afin de leur permettre de participer activement aux comités de village pour la résolution des conflits et la planification et le suivi de plans locaux développement, ainsi que le renforcement de leur compétence pour générer des sources de revenus alternatives seront priorisés et renforcés ;
* Le Groupe de Travail Départemental (GTD) constitue la plateforme pour dynamiser et faciliter la cohérence et l’harmonisation des programmes et projets en alignement et ancrage aux politiques et stratégies nationales notamment en ce qui concerne la gouvernance territoriale, le développement économique local et la cohésion sociale ;
* Le cofinancement interviendra au-delà du projet et avec la fonctionnalité du mécanisme de matching qui sera mis en place dans le cadre de ce projet par le PNUD. Ayant déjà été orienté par les conclusions de l’atelier participatif de programmation saisonnière des moyens d’existence conduit en janvier 2018 et la mission sur le terrain réalisées en vue du développement du projet, ces activités concerneront la création des points d’eaux dans des zones pastorales déficitaires, la réhabilitation des puits et forages, les champs écoles pastorales pour le partage d’expérience entre les éleveurs réfugiés et ceux des communautés hôtes, la promotion des cultures fourragères (FAO) ;
* Complémentarité entre les acteurs : la recherche de synergies a été et reste un objectif majeur du projet. Pour le respect de ce principe, le prestataire appuiera tous les efforts visant la concertation et la collaboration entre les différents acteurs qu’il s’agisse des autorités de la Moughataa, des élus locaux, des services régionaux des autorités administratives, des projets de développement et des comités et/ou organisations socioprofessionnelles et les OSC dans le domaine

**V. Résultats attendus (livrables)**

* un plan départemental pour la gestion intégrée des ressources pendant les saisons sèche et pluviale et la période de soudure est formulé et intègre une analyse des conflits autour des ressources naturelles potentiels et courants, au niveau de la Moughataa de Bassikounou tout en tenant compte de la dimension homme-femme ;
* un plan de renforcement des capacités des autorités locales (déconcentrées et élues) est conçu et mis en œuvre pour permettre aux acteurs de mener la mise en œuvre du plan, tout en prenant en compte la dimension de prévention et résolution pacifique des conflits et le rôle joué par la communauté (femmes, hommes et jeunes) ;
* un mécanisme de matching pour le financement du plan départemental pour la gestion intégrée des ressources est élaboré et validé.

**VI. COMPOSITION, PROFILS ET MOYENS DE LA MISSION**

Pour la réalisation de la mission, le PNUD envisage de recruter une équipe d’un consultant international et deux consultants nationaux. Les Présents TDR concernent le recrutement d’un sociologue, consultant national, qui travaillera en équipe les deux autres consultants.

Le consultant national interviendra sur une durée de **30 jours ouvrables**.

Le consultant international devra assurer la coordination des travaux de l’équipe, la prise en compte des commentaires et observations et la production du rapport général final.

**V. Qualifications de recrutement du consultant : Un sociologue :**

|  |
| --- |
| **V. Qualifications de recrutement** |
| Competences  | * Capacités avérées à planifier, organiser et mettre en œuvre efficacement des activités liées à des projets de développement rural et de lutte contre la pauvreté dans des zones isolées et conflictuelles,
* Qualités relationnelles
* Très bonnes connaissances
* Bonne capacité d’analyse et de travail en équipe
 |
| Education: | * Titulaire d’un diplôme de niveau BAC + 5 (Master) en sociologie ou sciences sociale, Spécialité dans le développement communautaire ou équivalant ;
 |
| Experience: | * Avoir une expérience au moins de 10 ans dans le domaine du développement et des approches communautaires ;
* Avoir conduit au moins deux missions similaires relatives à l’identification des projets au niveau local ;
* Une bonne connaissance du terrain de la wilaya de Hodh El Chargui ;
* Avoir accomplis des plans de développement, des études socioéconomiques dans cette wilaya au cours des dernières années ;
* Capacité de prise en compte de la dimension prévention des conflits dans la planification ainsi que la dimension genre ;
* Une compétence en matière de conception, suivi de mise en œuvre de projets communautaires ;
 |
| Language Requirements: | * Maitrise du Français et la connaissance de l’Anglais et de l’Arabe serait un atout
* Une bonne maitrise de l’outil informatique et des logiciels les plus utilisés.
 |

**VII. DUREE DE PRESTATION**

La durée de cette prestation est estimée à **deux mois**, qui devront être détaillés dans le cadre d’un calendrier, en fonction de l’intervention pertinente et le déploiement nécessaires des experts.

**VIII. Grille d’évaluation**

**Méthodologie et planning de Travail**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Formulaire d’évaluation de la proposition technique
 | Nbr de points maximum | Cabinet |
|  |  |  |
| Projet et plan de travail et Méthodologie  |
| 1.1 | La compréhension des TDR par le consultant | 10 |  |  |  |
| 1.2 | Note méthodologique est-elle claire et aborde l’ensemble des points indiqués dans les TDR ?  | 35 |  |  |  |
| 1.3 | Le chronogramme proposé est-il réaliste et respect de délai impartis ? | 5 |  |  |  |
|  | 50 |  |  |  |

**Qualification de l’Equipe**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 2. Formulaire d’évaluation de la proposition technique | Nombre de points maximum | Cabinet |
|  |  |  |
| Projet et plan de travail et Méthodologie  |
| **2.1**  |  **Consultant Sociologue** |
|  | Diplôme (Bac + 5) en sociologie ou sciences sociale | 10 |  |  |  |
|  | Expérience au moins de 10 ans dans le domaine du développement et des approches communautaires dans l’environnement | 14 |  |  |  |
|  | Une bonne connaissance du terrain des wilayas d’intervention du projet  | 6 |  |  |  |
|  | Avoir accompli au moins deux études socioéconomiques au cours des dernières années  | 8 |  |  |  |
|  | Avoir pris part au processus d’élaboration de plans tenant en compte la dimension prévention des conflits  | 4 |  |  |  |
|  | Avoir une expérience avec les NU | 4 |  |  |  |
|  | Parfaite capacité de rédaction en Français et connaissance des TIC | 4 |  |  |  |
|  |  | **50** |  |  |  |

Seront jugées qualifiées, les dossiers qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points, cette note technique sera pondérée à 70%.

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les propositions financières seront examinées et les offres financières comparées.

Le contrat sera attribué au consultant ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%).